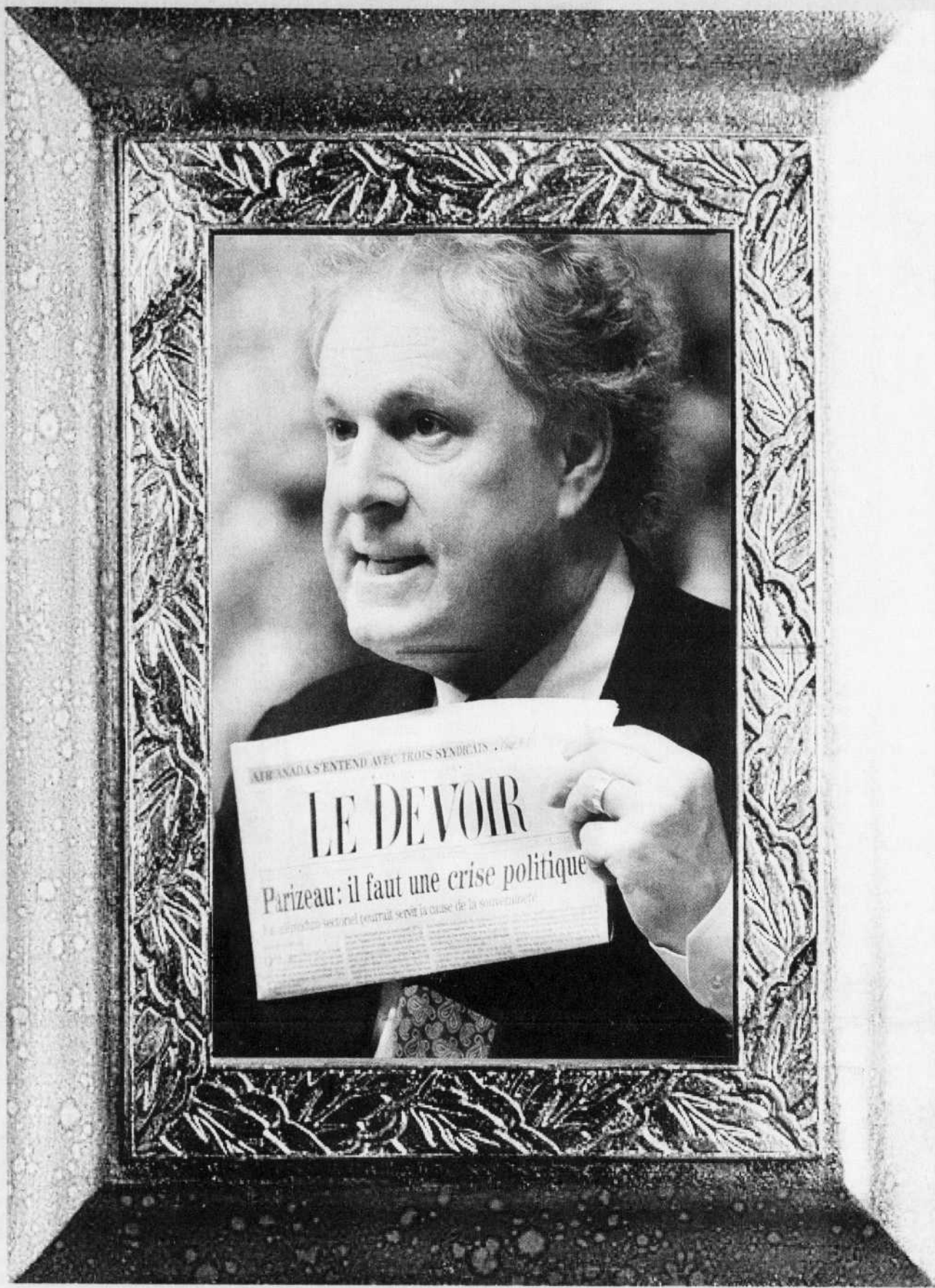


HISTOIRE

CAHIER

LE QUÉBEC À L'ÉCOLE

LE DEVOIR



LA PRESSE CANADIENNE

Ces faits qu'on aimerait oublier

«L'histoire purement politique marche moins»

Les «votes ethniques»: erreur ou juste analyse? Duplessis, premier ministre: ne pourrait-on pas gloser sur des moments plus glorieux? Le rapport Durham: faut-il insister sur le fait que le Québec fut une colonie? Les plaines d'Abraham: site historique ou souvenir d'une bataille qui divise encore? Si le Québec parfois se souvient, c'est à la pièce, et encore, pour tracer une histoire bien courte.

NORMAND THÉRIAULT

Is et elles sont historiennes et historiennes. Ensemble, ils ont collaboré, à la suite d'une invitation lancée par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, à la mise en place de la Coalition pour la promotion de l'enseignement de l'histoire au Québec.

Et cela survient après que 2008 a été une année festive, celle où a été souligné avec éclat le 400^e anniversaire de la construction de l'Abitation, cette première résidence que Champlain érigea sur ce site qui est devenu Québec, premier poste d'importance de la future Nouvelle-France. Et 2009 n'a pas été en reste: la Gaspésie a ainsi rappelé, 475 ans plus tard, que Jacques Cartier s'était inscrit comme le découvreur «officiel» de ce pays dont un Stephen Harper fait l'éloge. Et 2009 a été pour Trois-Rivières aussi une date importante: celle du 375^e anniversaire de sa fondation.

À lire tout cela, on pourrait dire que oui, le Québec «se souvient». Et qui parcourait les lieux

ci-haut nommés pouvait constater que tout a été fait pour que ces dates soient bien inscrites: partout, il y eut festivités, spectacles, aménagements de site, en fait tout ce que permettaient les budgets votés par les divers ordres de gouvernement, ces budgets ayant été complétés par quelques souscriptions locales.

Toutefois, un seul «jème» n'a pas pu avoir lieu, celui qui aurait permis de recréer sur les plaines d'Abraham cet «accrochage» entre Wolfe et Montcalm qui a vu, il y a 250 ans, l'Anglais y laisser sa peau mais passer à l'histoire pour avoir été le vainqueur. Dans ce dossier, les «nationalistes» ont eu gain de cause et les «orangistes» ont dû se déplacer en Angleterre pour assister à la reconstruction de cette bataille, qu'un James West a immortalisée dans un tableau.

Double vue

On connaît le grand dilemme historique canadien, qui est le même pour le Québec. Il n'y a pas, pour ce pays du Nord, d'histoire officielle. On a des dates,

mais on est incapable de définir les faits: si l'Histoire était un «western», les méchants de l'un seraient les bons de l'autre, ce qui entache finalement le happy end de n'importe quel scénario.

Et il semble que, pour le Québec et le Canada, la solution est encore lointaine. On déplore en fait maintenant que les universités de la Belle Province ne forment plus d'historiens de la grande tradition, mais que, depuis bientôt 40 ans, ils soient devenus des spécialistes de l'histoire sociale ou d'autres disciplines connexes. Ainsi, pour trouver, parlant de ce territoire, des spécialistes «purs» et «durs», il faut maintenant aller en Europe ou descendre au Sud et alors fréquenter les établissements américains. Rien de nouveau ici: n'a-t-il point fallu, il y a de cela bientôt cent ans, qu'un Franz Boas, le grand anthropologue américain, fasse un commentaire pour qu'un Marius Barbeau s'intéresse aux contes et légendes du territoire québécois?

Simple vie

Et cette petite histoire est devenue l'Histoire. Car les Québécois aiment se souvenir d'hier. Des chaînes spécialisées comme ARTV ne remettent-elles point à l'affiche *Le Temps d'une paix* ou *Les Belles Histoires des pays d'en haut*? Et Historia annonce déjà que *La Mémoire qui tourne* connaîtra un grand succès.

Bref, la vie quotidienne des gens ordinaires est ce dont on aime se souvenir. Comme le signale Fabrice Brasier, vice-président à la programmation de cette dernière chaîne, «il y a malheureusement peu d'intérêt pour l'histoire de la Nouvelle-France. L'histoire purement politique marche moins.» Et les budgets disponibles ne permettent pas de faire ici ce que PBS ou BBC, voire CBC, peuvent se permettre. D'ailleurs, si Wolfe et Montcalm se sont cette année fait entendre, ce fut dans le cadre d'une diffusion d'une heure au réseau anglais de Radio-Canada.

Et maintenant, en français, plus rien ou presque, depuis que les «célèbres» capsules dites historiques des Scully, Bronfman et consorts ont été présentées comme des éléments d'une propagande produite à grands frais, sans rhétorique rigoureuse.

Triste bilan

Au Québec, on a établi, au fil des décennies, la nostalgie en système quand il est question de mémoire. Qu'un citoyen ou une citoyenne aime se souvenir d'hier comme d'une période où «tout était mieux» (collèges classiques, paroisses et nature en tête), cela ne va plus quand les politiques d'éducation font reprendre la même formule et faire voir à l'aune d'aujourd'hui ce qui s'est passé dans les siècles et les millénaires antérieurs: «J'en veux

particulièrement à ce que je nomme le présentisme», déclare Robert Comeau, l'homme derrière la Coalition pour l'enseignement de l'histoire.

Alors, Henri-Bourassa désigne un boulevard, Jean-Lesage, une autoroute ou un aéroport (c'est au choix), quand plus d'un ignore que Jacques-Cartier identifie aussi une chaîne de montagnes. Et, pour le reste, on s'insurge.

Dans un tel contexte, ce sont donc les «coups de gueule» qui décident et la rectitude politique devient l'outil qui permet de mesurer la valeur d'un fait: les référendums sont dangereux parce qu'on peut «colorer» le partage des votes selon des lignes partisans. Et ainsi de suite, jusqu'à vouloir faire passer sous silence des siècles, des faits et des lieux.

«Ce qu'on ne peut dire, il faut le taire», écrivait Ludwig Wittgenstein. Peut-être cela vaut-il pour le philosophe mathématicien, mais cela n'empêchera pas que ce dont l'histoire parle, et doit parler, a eu lieu et qu'il relève de l'école citoyenne de faire en sorte que le droit de savoir de ceux et celles qui la fréquentent, qu'ils soient «de souche» ou nouvellement arrivés, soit respecté.

Duplessis est mort il y a cette année cinquante ans, mais pour le Québec il est toujours vivant.

Le Devoir



ROBERT COMEAU

À quand une histoire nationale?

Page 3



MUSÉES

«Il faut toujours garder en tête qui est le client-cible»

Page 5

AU SECONDAIRE

Si peu de temps et trop de matière

Page 2

LIEUX DE MÉMOIRE

«L'histoire comme fondement d'une nation»

Page 4

COALITION

Pour une refonte en profondeur des programmes d'histoire

Page 4

BARBEAU ET SÉGUIN

Deux hommes sur les traces de la parole et des objets au Québec

Page 6

HISTOIRE

Au secondaire

Si peu de temps et trop de matière

Les élèves qui arrivent au collégial sont mal formés

Étendre sur deux ans l'enseignement du programme d'histoire au niveau secondaire, cesser d'éluder des faits marquants de l'histoire nationale, sinon identitaire, du Québec et mettre sur pied un nouveau secteur à l'Institut national de recherche scientifique qui serait consacré à l'histoire politique et nationale du Québec. Voilà autant d'idées et de thèmes qui sont ressortis des entrevues que *Le Devoir* a conduites auprès de quatre experts. Quand l'histoire suscite toujours un débat.

THIERRY HAROUN

Laurent Lamontagne est professeur d'histoire au niveau secondaire depuis 26 ans. Il préside également la Société des professeurs d'histoire du Québec. Dès qu'on lui demande comment se porte son domaine dans une large perspective, il entre immédiatement dans le vif du sujet: «Le programme d'histoire au deuxième cycle du niveau secondaire est extrêmement chargé, tout comme le fut celui de la génération précédente. On demande au ministère de l'Éducation depuis longtemps de l'étendre sur deux ans. Il y a des conséquences à cela, comme le fait que l'enseignement se fait en fonction de l'examen, d'autant que cette matière doit être réussie pour parvenir à l'obtention du diplôme d'études secondaires.»

Et quand on lui demande si on retrouve chez les jeunes un intérêt pour l'histoire du Québec et du Canada, ce professeur sursaute et rappelle au journaliste que, avec le programme enseigné, on est loin du compte. «Vous avez bien dit "histoire du Québec et du Canada"? Écoutez, ça ne s'appelle même plus comme ça, alors que c'était le cas pour le programme de 1982. Maintenant, ça s'appelle "Histoire et éducation à la citoyenneté". C'est ce

que déplore d'ailleurs notre coalition. C'est à se demander: "C'est l'histoire de qui, de quoi et l'éducation à la citoyenneté pour qui"? D'ailleurs, l'expression "Histoire du Québec" apparaît en tout petits caractères à la page 29 dans un document de 109 pages.»

M. Lamontagne fait remarquer que, à la suite d'un débat public qui s'est tenu sur cette question en 2006, le ministère de l'Éducation avait alors ajouté le «concept de nation» dans le programme. Reste que, dit-il, «le ministère ne s'est jamais vraiment justifié sur toute cette question, qui a toujours été une patate chaude au titre de l'enseignement de l'histoire. Et ce programme a été conçu dans le secret. Je connaissais un enseignant qui faisait partie du comité et il ne pouvait même pas en parler!»

Rectitude politique

Professeur d'histoire au Collège militaire royal de Saint-Jean, Charles-Philippe Courtois s'inscrit dans cette même logique. Selon lui, le programme tend à inculquer aux élèves une certaine idéologie. «Ce programme est dénationalisé pour être plus conforme avec ce qu'on pourrait appeler une certaine rectitude politique. Cela me semble poser un grave problème. Je pense qu'un cours

d'histoire du Québec au secondaire devrait offrir à tous les jeunes Québécois des repères de notre histoire, peu importe leur origine. On ne peut pas prétendre que, parce qu'ils viennent d'ailleurs, ça ne les concernerait pas.»

M. Courtois note avec insistance que le programme d'histoire escamote certaines périodes de l'histoire, du fait qu'elles sont considérées «comme conflictuelles, sous prétexte que ces faits ne concerneraient que les Québécois de souche, ce qui est complètement aberrant.»

A titre d'exemple, il rappelle que, dans la première version du programme de 2006, il était question ni des référendums ni des Patriotes.

«Et la version du programme de 2007, qui a été un peu amendée, parle des Patriotes mais sans mentionner que le rapport Durham proposait l'assimilation des Canadiens français. Ensuite, on parle de la Révolution tranquille, mais sans évoquer l'affirmation nationale de l'époque. On ne mentionnera pas non plus, déplore-t-il, que le pouvoir économique d'avant cette époque-là était largement détenu par la minorité anglophone. Et ce n'est pas parce qu'on enseigne cela qu'on conditionne les jeunes à devenir des souverainistes. Ce sont des faits historiques qui sont importants à connaître pour que l'élève puisse se forger une opinion et mieux connaître le passé.»

Péril en la demeure

De son côté, Gilles Laporte, professeur d'histoire au Cégep du Vieux-Montréal et porte-parole de l'Association des professeurs d'histoire des collèges du Québec, constate que, malheureusement, «il y a véritablement péril en la demeure en ce qui a trait au degré de préparation des élèves lorsqu'ils arrivent au collégial. Et, d'ailleurs, j'appuie les professeurs du secondaire en ce qui a trait à leur demande de répartition du programme sur deux ans.»

D'après lui, les élèves qui arrivent tout droit du secondaire sont certes bien outillés pour interpréter des documents ou encore pour se construire une opinion à partir de traces (témoignages, artefacts, archives et autres illustrations), mais ils n'ont «aucune base conceptuelle et leur érudition est lacunaire.»

Il serait donc ici question d'un rattrapage quant aux connaissances de base, une fois rendu au collégial? «Oui, tout à fait!» Il précise que la faute incombe aux principes directeurs du Renouveau pédagogique, qui prévoit «une approche par compétence.»

Gilles Laporte note de plus que le ministère de l'Éducation «a toujours cloisonné les niveaux



Deux des artisans de la Révolution tranquille: René Lévesque et Jean Lesage, en 1962.

ARCHIVES LE DEVOIR

d'enseignement, et c'est de notre propre chef que les professeurs jettent des ponts entre eux. Nous, au niveau collégial, on participe de plus en plus aux congrès de nos collègues du secondaire, et eux participent aux nôtres.»

Nouvelle section à l'INRS?

Pour sa part, Éric Bédard, professeur d'histoire à la Télé-université de l'UQAM, juge que l'enseignement au niveau universitaire bénéficie de la présence «d'historiens extrêmement compétents et du plus haut niveau, que ce soit en histoire sociale ou encore en histoire culturelle. Par contre, il y a un manque quant à certaines périodes de l'histoire: plusieurs d'entre elles sont négligées, et particulièrement celles qui concernent l'histoire politique et nationale du Québec. Elles ont été boudées pour toutes sortes de raisons.»

Concrètement, Éric Bédard observe qu'il n'y a pas d'historiens québécois francophones qui ont concentré leurs travaux de recherche sur la bataille des plaines d'Abraham, pour ne nommer que ce fait. «Écoutez, il faut, dans ce cas précis, remonter à Guy Frégault dans les années 1970. Je note aussi qu'il n'y a pas, dans nos universités francophones, de spécialistes des rébellions de 1837! On dirait que les chercheurs ont un peu déserté ces terrains-là, pour se réfugier dans des expertises plus pointues, moins "dangereuses", où on s'expose moins.»

Cet excès de prudence ne serait-il pas étranger à la timidité ou au conservatisme dont feraient preuve les organismes subventionnaires? «Je ne négligerais absolument pas cet aspect-là. Les chaires de recherche du Canada financent comme

par hasard le multiculturalisme, la diversité, alors qu'on sait que les dimensions nationales et identitaires québécoises n'ont pas la cote.»

Que faire alors? «Moi et d'autres croyons nécessaire de proposer la mise sur pied d'une nouvelle section à l'INRS qui se consacrerait à l'histoire politique et nationale du Québec. On pourrait ainsi former un bassin de chercheurs qui pourraient creuser des faits négligés de notre histoire. Il ne s'agit pas de créer une cellule de la Société Saint-Jean-Baptiste, on se comprend bien. Je crois qu'il est urgent de créer un tel lieu où on conduira des recherches sérieuses, rigoureuses et indépendantes. Je lance l'idée sur la place publique, et tant mieux si ça engendre un débat!»

Collaborateur du Devoir



La campagne référendaire de 1980

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Appuyez la Coalition

pour la promotion de l'enseignement de l'histoire au Québec

Appel aux associations d'enseignants, aux organismes québécois, aux parents, aux citoyens, aux professeurs et aux chercheurs

Pour une meilleure connaissance et un renforcement de l'enseignement de l'histoire au Québec

Appuyez la Coalition en nous écrivant à info@coalitionhistoire.org

Visitez www.coalitionhistoire.org

La Coalition regroupe :

- Fédération des sociétés d'histoire du Québec • Société des professeurs d'histoire du Québec • Fondation du Prêt d'Honneur
- Association des professeurs et des professeurs d'histoire des collèges du Québec • Fondation Lionel-Groulx • Bulletin d'histoire politique
- Société du patrimoine politique du Québec • Mouvement national des Québécoises et des Québécois • Collectif pour une éducation de qualité
- Revue Action nationale • L'Ensemble Nouvelle-France • Société historique de Montréal • Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

82, rue Sherbrooke Ouest Montréal (Québec) H2X 1X3 Téléphone : 514-843-8851 Télécopieur : 514-844-6369

HISTOIRE

Coalition pour la promotion de l'enseignement de l'histoire au Québec

À quand une histoire nationale ?

« La Fondation Historica et l'Institut du Dominion sont déjà présents dans les classes québécoises »

En août dernier, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (SSJBM) a annoncé la création de la Coalition pour la promotion de l'enseignement de l'histoire au Québec. Elle en a confié la mise en place à deux membres de son conseil général, soit les historiens Josiane Lavallée et Robert Comeau.

PIERRE VALLÉE

« Notre première tâche a été de rejoindre et de mobiliser nos alliés naturels », explique Robert Comeau. La Coalition peut aujourd'hui compter sur l'appui d'une quinzaine d'organismes et d'individus actifs dans l'enseignement ou la promotion de l'histoire au Québec, dont notamment la Société des professeurs d'histoire du Québec, l'Association des professeurs et professeurs d'histoire des collèges du Québec et la Fédération des sociétés d'histoire du Québec. « D'ici Noël, nous comptons élargir la Coalition à d'autres groupes dont, entre autres, les associations de parents et les sociétés de généalogie du Québec. »

L'origine de la Coalition

L'élément déclencheur de cette coalition remonte à 2006. « Cela s'est produit lorsque j'ai pris connaissance du nouveau programme d'histoire au secondaire, raconte Josiane Lavallée. Plusieurs éléments de l'histoire politique du Québec en étaient absents. J'en ai aussitôt parlé à Robert Comeau, qui a transféré l'information à un journaliste du Devoir, Antoine Robitaille, qui en a fait le sujet d'un article. Ensuite, l'actuel président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, Mario Beaulieu, s'est intéressé au

sujet et c'est lui qui a eu l'idée de mettre en place la Coalition. »

Rappelons qu'il s'agit de la deuxième coalition sur l'histoire au Québec. « En 1994, une première coalition avait amené le gouvernement Parizeau à commander le rapport Lacourrière sur l'enseignement de l'histoire », souligne Robert Comeau. « Même si ce rapport a permis certains gains, le fond du problème demeure toujours le même. Quant aux questions soulevées par la publication de l'article, le ministère a apporté certains correctifs, mais nous sommes encore loin du compte. »

À brève échéance

La Coalition a déjà accouché d'une plateforme qui contient 16 recommandations portant sur l'enseignement de l'histoire. « À brève échéance, nous espérons rencontrer le ministre Courchesne afin de lui faire part de nos recommandations. Elle a récemment indiqué qu'elle était intéressée à nous rencontrer, poursuit Robert Comeau. On verra ce qui sortira de cette rencontre. »

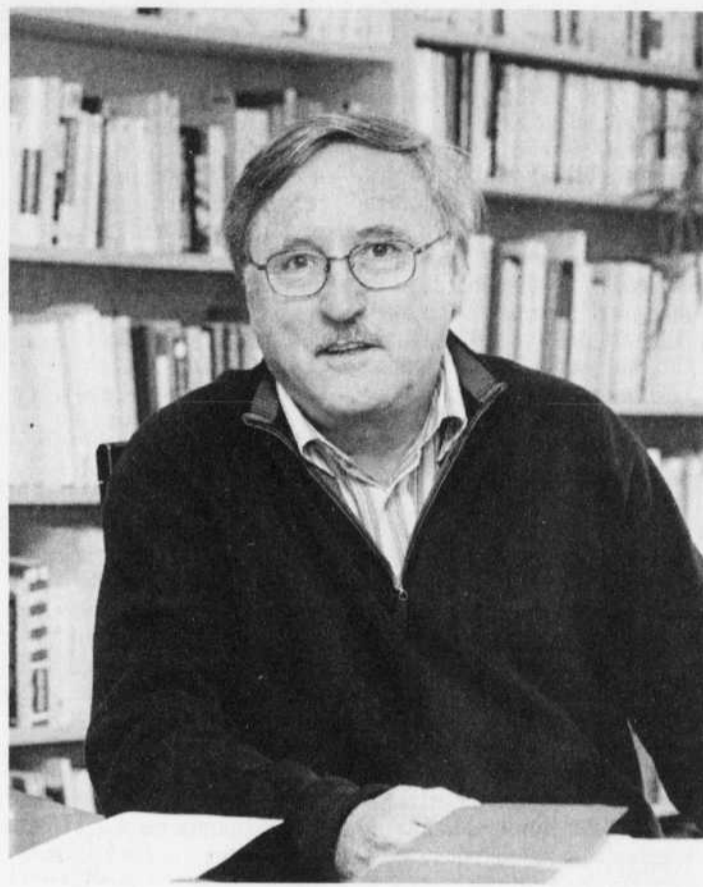
La Coalition compte aussi créer son propre site Internet. « Cela va nous permettre de mettre en ligne une pétition que pourront signer les citoyens, les parents ainsi que tous les organismes qui veulent nous appuyer », poursuit Josiane Laval-

lée. On entend aussi publier un dépliant qui ferait connaître à la population québécoise la Coalition et ses recommandations.

À venir plus tard

Le but de la Coalition est évidemment de transformer la façon dont l'histoire est enseignée au Québec. Mais on espère aussi que cette coalition mènera ultérieurement à la création d'une Société historique du Québec. « Cette Société historique pourrait produire des brochures sur différents sujets historiques québécois. Ces brochures seraient disponibles dans les écoles et pourraient servir de compléments aux manuels scolaires et aux rares cahiers pédagogiques présentement disponibles », explique Josiane Lavallée. Cette Société pourrait aussi aider au financement de voyages éducatifs et de visites de sites historiques au Québec destinés aux élèves québécois. »

Cela apparaît à leurs yeux d'autant plus important que des organismes historiques canadiens sont déjà à l'œuvre au Québec. « La Fondation Historica et l'Institut du Dominion, maintenant fusionnés, sont déjà présents dans les classes québécoises, poursuit Robert Comeau. Ils interviennent directement dans l'enseignement de l'histoire au Québec et ce sont des fonds fédéralistes qui influencent le milieu en faisant la promotion d'une histoire canadienne issue du multiculturalisme. Et personne ne s'insurge contre ça! » Une Société historique du Québec permettrait, à leurs yeux, de faire contrepoids aux fondations canadiennes.



L'historien Robert Comeau

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

La démarche historique

La Coalition pour l'enseignement de l'histoire au Québec entend aussi s'attaquer aux démarches historiques préconisées au Québec. « Dans les universités, présentement, il se fait presque uniquement de l'histoire sociale, dit Robert Comeau, ce qui veut dire qu'il ne se fait plus

preuve, les biographies historiques de personnages politiques québécois ne sont pas rédigées par des historiens mais plutôt par des journalistes. À l'université, il y a une histoire savante sur des sujets pointus, mais on ne tient pas compte de l'histoire populaire, celle qui met en scène des personnages et des faits et celle qui est appréciée des gens ordi-

naires. » « On n'a qu'à constater la popularité des récits historiques pour s'en convaincre », poursuit Josiane Lavallée.

Plutôt que de chercher à renverser une tendance — celle de l'histoire sociale — trop lourde à ses yeux en milieu universitaire, la Coalition propose plutôt la création, au sein de l'Institut national de recherche scientifique (INRS), d'une cinquième section consacrée à l'histoire politique du phénomène national au Québec.

De plus, la Coalition entend lutter contre certaines démarches utilisées en enseignement de l'histoire au Québec. « J'en veux particulièrement à ce que je nomme le présentisme, précise Robert Comeau. On enseigne l'histoire, mais toujours en revenant à nous. Par exemple, dans cette démarche, on peut demander à un élève de se prononcer sur la valeur de la démocratie à Athènes en comparaison avec la nôtre, où les femmes ont le droit de vote. »

Si la Coalition n'obtient pas tout de suite ce qu'elle cherche, elle n'entend pas baisser les bras pour autant. « Aucun parti politique québécois n'a inscrit, dans son programme électoral, l'enseignement de l'histoire nationale. Pourtant, c'est au cœur de la question identitaire. De concert avec tous nos partenaires, y compris éventuellement les syndicats québécois, nous entendons faire de l'enseignement de l'histoire nationale un enjeu de la prochaine campagne électorale. »

Collaborateur du Devoir



2600 souvenirs en SUPER 8

Visitez tout un pan de l'histoire du Québec filmée par des pères de famille à l'époque du Super 8.

Chaque semaine, un nouvel épisode sur le web.
historiatv.com

J'ai la mémoire
 qui tourne

HiSToRiA

Copropriété

Astral Media

Canwest

HISTOIRE

Coalition pour la promotion de l'enseignement de l'histoire au Québec

Il faut agir!

Pour une refonte en profondeur des programmes d'histoire

Du primaire à l'université, une refonte de l'enseignement de l'histoire s'impose. Voici la proposition de deux spécialistes.

ROBERT COMEAU ET JOSIANE LAVALLÉE

Devant les nombreuses insatisfactions et le mécontentement persistant en ce qui a trait à l'enseignement de l'histoire au Québec, nous avons travaillé à la mise sur pied de la Coalition pour la promotion de l'enseignement de l'histoire au Québec, avec des représentants de diverses organisations du milieu. Après consultations auprès d'enseignants d'histoire, nous avons précisé nos griefs et proposé des correctifs importants en ce qui a trait aux programmes d'histoire et à leur contenu, et ce, à tous les niveaux d'enseignement, du primaire à l'université.

Au primaire

Il y a dix ans, les nouveaux programmes d'enseignement ont fait leur entrée dans les écoles primaires du Québec. Pour ce qui est de l'histoire et de la géographie, il faudra attendre en juin 2011 pour prendre connaissance du programme intitulé «Géographie, histoire et éducation à la citoyenneté». Ce programme fait une large place à l'histoire et aux modes de vie des diverses sociétés au sein du Canada et en Amérique du Nord. Dans le but de mettre l'ac-

cent sur la diversité culturelle au Canada, au détriment de l'histoire québécoise, le contenu de ce programme ne retient que sept dates-repères (1500, 1645, 1745, 1820, 1900, 1905, 1980), qui ne correspondent nullement à des moments significatifs de l'histoire du Québec ou du Canada, sauf 1980. Ces dates ne font pas référence à la genèse et à l'histoire de la nation québécoise. A notre avis, ce choix de dates témoigne d'une mise à l'écart de l'histoire politique et nationale. Ce programme, qui marginalise l'étude du processus de colonisation, le rôle des métropoles et les rivalités intercoloniales, insiste davantage sur les caractéristiques des diverses sociétés qui coexistent ensemble sur un même territoire, c'est-à-dire le territoire canadien.

Par conséquent, en ce qui concerne les compétences recherchées pour ce cours, l'une d'elle est d'amener l'élève à «ouvrir à la diversité des sociétés et de leur territoire». Bien que nous soyons également ouverts à la diversité, nous croyons qu'il aurait été tout de même souhaitable que l'élève puisse étudier davantage l'évolution de sa propre société avant d'effectuer des comparaisons. Par exemple, on demande à des élèves de 8 à 10 ans qui n'ont encore que très peu de connaissances de l'histoire de leur société de comparer la «société canadienne des Prairies» avec celle de la côte Ouest vers 1900, ou encore la «société des Micmacs» et la «société inuitienne» vers 1980. Comme on peut le constater, on remplace le mot

«colonie» ou «nation» par le terme plus neutre de «société».

Nous souhaitons donc ce programme de «Géographie, histoire et éducation à la citoyenneté» soit révisé de manière à comprendre l'évolution de la société québécoise à travers une trame chronologique qui met en lumière les dates charnières de l'histoire nationale, politique, économique, sociale et culturelle du Québec et du Canada. Nous souhaitons également que ce programme puisse être enseigné à raison de trois heures par semaine par le titulaire de la classe, car actuellement le temps accordé à ce programme, dans le régime pédagogique au primaire, n'est pas obligatoire et peut varier grandement d'une école à l'autre, voire d'une classe à l'autre.

Au secondaire

En ce qui a trait au secondaire, depuis le débat de 2006 autour du programme de 3^e et 4^e secondaires, nous suivons le dossier et nous constatons que bien peu des modifications majeures que nous demandions ont été apportées, notamment en ce qui a trait à la question nationale et à la répartition des contenus, afin d'éviter les répétitions inutiles de la matière pour les élèves. A ce sujet, nous demandons que le programme «Histoire et éducation à la citoyenneté» soit révisé afin que la question nationale et la dimension politique soient rendues

beaucoup plus visibles dans le contenu du programme et que le contenu historique soit scindé en deux, soit en 3^e secondaire: de la préhistoire amérindienne à 1840, et en 4^e secondaire: de 1840 à nos jours, afin que les enseignants puissent disposer d'un temps accru pour enseigner le contenu du programme. Enfin, nous souhaitons le rétablissement de la référence au Québec et au Canada dans le titre du programme.

Par ailleurs, nous réclamons, toujours comme le stipulait le rapport Lacoursière en 1996, qu'il y ait un programme d'histoire obligatoire de 100 heures pour chaque année de la 1^{re} à la 5^e secondaires. Nous demandons, pour ce dernier niveau, qu'un programme sur l'histoire du XX^e siècle obligatoire et mondial devienne obligatoire, à la place de l'actuel cours «L'actualité contemporaine», axé sur l'actualité et la compréhension des enjeux du présent. Nous demandons également que le domaine d'apprentissage du programme d'études de l'école québécoise soit renommé «Sciences humaines, au lieu d'Univers social», et que les programmes d'histoire ne soient plus subordonnés au présent et à l'éducation à la citoyenneté, afin que la discipline historique redevienne inscrite au cœur du programme.

A l'instar de la majorité des enseignants qui souhaitent, depuis quelques années, pouvoir éva-

luer de façon systématique les connaissances acquises par leurs élèves, nous demandons à la ministre Courchesne de réviser la politique d'évaluation du MELS pour le primaire et le secondaire.

Au collégial

Depuis 15 ans, les cours portant sur le Québec en général et sur son histoire ont connu un net déclin au niveau collégial. Aujourd'hui, ce sont moins de 5 % des cégépiens qui suivent un cours sur l'histoire du Québec. De plus, aucun énoncé de compétence, sauf pour le cours de littérature québécoise, ne porte spécifiquement sur la connaissance de la société québécoise, ce qui pourrait être corrigé par une modification du plan-cadre de certains cours de la formation générale. Nous demandons aussi que la réussite d'un cours d'histoire du Québec soit obligatoire pour l'obtention du diplôme d'études collégiales.

À l'université

Pour assurer un meilleur enseignement de l'histoire, la formation des maîtres est directement interpellée, surtout depuis qu'elle fait elle-même face au déclin généralisé de la formation disciplinaire au profit d'une formation en pédagogie. Par conséquent, on réclame que les programmes de formation des maîtres comportent trois cours d'histoire pour les enseignants au primaire, plutôt qu'un seul cours de didactique des sciences humaines, et un minimum de 20 heures dans cette discipline pour les enseignants d'histoire

au secondaire, au lieu des 10 cours qui sont la norme actuellement dans les baccalauréats bilinguistiques.

Finalement, devant le déclin constant des postes de professeur et de chercheur en histoire nationale et politique du Québec dans les départements d'histoire des universités francophones, nous demandons la création d'une cinquième section de l'Institut national de recherche scientifique (INRS) consacrée à l'histoire politique du phénomène national au Québec, en attendant que les départements d'histoire comprennent l'urgence de recruter des spécialistes en histoire politique en vue de former une relève dans ce domaine.

Devant tous ces constats, il est évident pour nous qu'une révision en profondeur des programmes d'histoire s'impose à tous les niveaux d'enseignement, afin d'offrir aux élèves québécois des programmes riches en contenu historique, où l'histoire de leur nation et de leur société retrouverait la place qui lui revient. Nous croyons également que la connaissance de l'histoire de la société québécoise, en particulier pour les élèves issus de l'immigration, devrait être une priorité si nous voulons qu'ils puissent s'intégrer harmonieusement à leur nouvelle société d'accueil.

Robert Comeau et Josiane Lavallée sont historiens et porte-parole de la Coalition pour la promotion de l'enseignement de l'histoire au Québec.

Le Québec et ses lieux de mémoire

L'histoire, « comme fondement d'une nation »

« Des guerres, il n'y a pas de peuples qui n'en ont pas connu »

Le Mouvement national des Québécoises et Québécois (MNQ) réfléchira aujourd'hui sur le besoin pour le Québec de se munir d'une politique de la commémoration. Selon la présidente du MNQ, Chantal Trottiér, notre histoire, avec ses périodes souvent mal assumées, mérite plus que des festivités et doit être réhabilitée pour éviter la disparition de nos repères collectifs.

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

En grande pompe, Québec a fêté son 400^e anniversaire, Gaspé a célébré ses 475 ans, puis Trois-Rivières a soufflé sur ses 375 bougies. Ensuite, ce fut au tour du 250^e de la bataille des plaines d'Abraham, avec le débat passionné que sa commémoration a suscité.

Depuis quelques années, les Québécois ont-ils vraiment traité leur histoire avec la désinvolture qu'on leur a si souvent reprochée? «Je pense qu'on a voulu des événements festifs, mais on a oublié qu'ils devaient être reliés à

l'histoire du Québec», déplore Chantal Trottiér, présidente du Mouvement national des Québécoises et Québécois (MNQ). «Il faut d'abord connaître les lieux importants et trouver des moyens pour commémorer, [...] et donner un sens continu à l'histoire, pas seulement événementiel», ajoute-t-elle en soulignant le lien étroit qui unit pourtant les divers événements fêtés, une fois placés dans leur contexte historique.

Pour le MNQ, mandaté par le gouvernement du Québec pour

coordonner les activités de la Fête nationale, il apparaissait naturel de placer la deuxième édition de son colloque «Quelque chose comme un grand peuple» sous le signe de notre rapport à l'histoire. Sous le thème «Le Québec et ses lieux de mémoire», l'identité québécoise demeurera un enjeu central, comme lors de la première édition développée autour de la question du nationalisme. Cet événement tentera de démontrer «comment l'histoire est là comme fondement d'une nation».

«Pour nous, les lieux de mémoire sont les repères collectifs», précise Chantal Trottiér, qui insiste aussi sur l'importance de se «rémémorer les grands événements, mais aussi les grands personnages» qui ont peuplé notre histoire.

Des périodes mal assumées

«Il y a beaucoup d'intérêt au Québec pour l'histoire [...], mais il y a beaucoup de parties de notre histoire qu'on connaît mal et qu'on assume mal», constate la présidente du MNQ. A son avis, on ne doit pas seulement valoriser les réussites du passé. «Parfois, on a l'impression, dans le discours public, que notre histoire a commencé en 1960 avec la Révolution tranquille.» Une dérive dangereuse, car revisiter les



Chantal Trottiér

époques sombres ou difficiles de notre histoire s'avère tout aussi nécessaire pour comprendre nos origines. «[Les périodes dont on a] honte, on préférerait ne pas en parler», s'indigne Chantal Trottiér. Or elle considère que ce sont «les périodes difficiles de notre histoire qui nous ont fait évoluer comme peuple».

Elle prend pour exemple le chapitre du XX^e siècle que l'on nomme aujourd'hui «La Grande Noirceur», durant lequel Maurice Duplessis a régné à la tête du gouvernement. «Cette période de l'histoire du Québec, on l'évacue. Quand on essaie d'en traiter, c'est [perçu] comme si on voulait réhabiliter Duplessis.»

D'ailleurs, l'historienne Lucia Ferretti fera aujourd'hui une conférence sur le rôle national de l'Église au Québec, lors du

colloque. Chantal Trottiér justifie ce sujet par l'importance de se «rappeler notre passé catholique qu'on assume mal».

«Au lieu de se sentir coupable, il faudrait être fier d'avoir passé au travers de ces épreuves et [constater] que ça nous a amené une certaine maturité comme peuple.»

Tout enseigner

L'instauration du contesté programme «Histoire et éducation à la citoyenneté» dans les écoles secondaires a provoqué le «déplicé» qui a incité le MNQ à investir ce champ et à se pencher sur la délicate question de l'interprétation de notre passé. La présidente du MNQ se joint aux voix qui ont vivement critiqué la nouvelle façon d'aborder l'histoire dans nos écoles. «On essaie de passer par-dessus des événements qui ont divisé», considère-t-elle, évoquant la Conquête et la rébellion des Patriotes comme des tournants décisifs peu abordés dans le nouveau programme. «Si on veut faire de l'éducation, c'est nécessaire [d'établir] des repères», insiste Chantal Trottiér, qui s'insurge contre cette démarche qui ne cherche qu'à «voir seulement les bons côtés».


Ce malaise à assumer les moments les moins glorieux de notre passé affligerait la solidité

de notre identité québécoise. D'après Mme Trottiér, ce refoulement affecterait même la perception des nouveaux arrivants. «Si on a honte de notre histoire, les immigrants auront de la difficulté à s'intégrer au peuple québécois.» Question d'alléger le fardeau du sentiment de culpabilité collectif, elle rappelle que, «des guerres, il n'y a pas de peuples qui n'en ont pas connus». Et elle souligne une fois de plus que même les épreuves les plus douloureuses sont à l'origine des grandes réalisations de notre culture. Le rébellion de 1837, sur laquelle «on passe très vite» dans le programme «Histoire et éducation à la citoyenneté», a amené, à ses yeux, des «revendications très positives en ce qui concerne la démocratie».

Que les épisodes soient sombres ou lumineux, déchirants ou satisfaisants, «si on connaît mieux notre histoire, on peut faire des choix plus éclairés comme citoyen», conclut la présidente du MNQ.

Collaborateur du Devoir

■ Quelque chose comme un grand peuple se déroulera aujourd'hui, le samedi 19 octobre, au Centre d'interprétation de la place Royale à Québec. On peut s'inscrire sur place dès 8h30.



Fondation Lionel-Groulx

Dans le cadre de sa mission,

promouvoir l'histoire du Québec, du Canada français et de l'Amérique française,

la Fondation Lionel-Groulx

contribue au débat national par le soutien de la place de l'histoire dans la société québécoise.

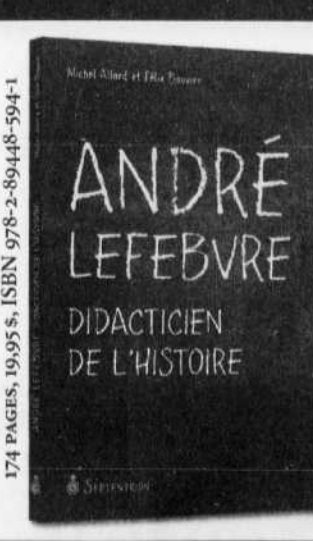
261, avenue Bloomfield, Outremont (Québec) H2V 3R6

Enseigner l'Histoire pour transmettre l'héritage



Alliance des professeures et professeurs de Montréal

UN GRAND PÉDAGOGUE



ANDRÉ LEFEBVRE
DIDACTICIEN DE L'HISTOIRE

Pionnier de la didactique de l'histoire, André Lefebvre (1926-2003) a enseigné cette discipline dans les écoles normales puis, à partir de 1968, à l'Université de Montréal. Il a appliqué sa conception de la didactique et à la rédaction de manuels et à son propre enseignement.

C'est le parcours intellectuel de ce grand pédagogue que le présent ouvrage vous convie à découvrir.

174 PAGES, 19,95 \$, ISBN 978-2-89448-594-1

SEPTENTRION, Q.C. CA
LA RÉFÉRENCE EN HISTOIRE AU QUÉBEC

ASSOCIATION NATIONALE DES ÉDITEURS DE LIVRES

HISTOIRE

Les directions des musées informent

L'histoire se raconte au présent

« Il faut toujours garder en tête qui est la clientèle-cible de nos différentes actions »

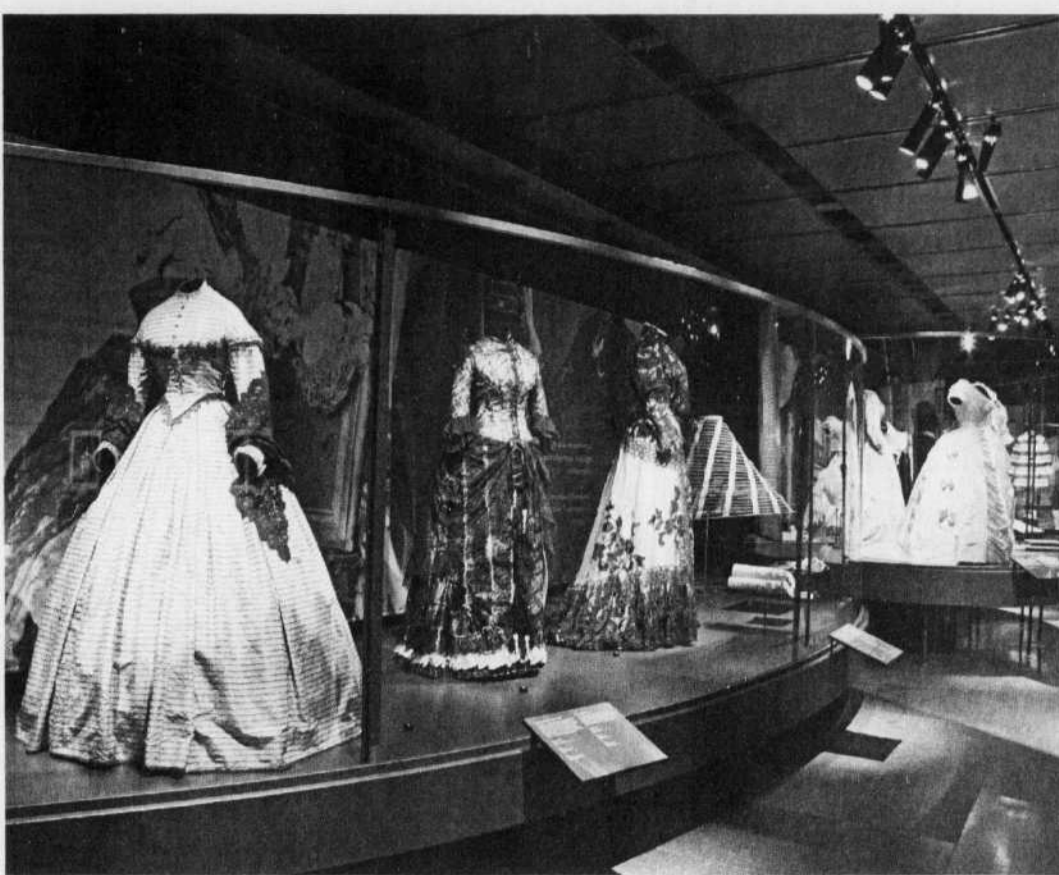
Une exposition sur le vélo à Montréal au Château Ramezay, une autre sur le hockey au Musée McCord et une autre actuellement sur les pirates, corsaires et autres flibustiers à Pointe-à-Callière... Voilà des sujets qui n'auraient sans doute pas eu leur place dans de tels établissements il y a dix ou quinze ans. Les temps changent et même les musées, fussent-ils d'histoire, ont pris le virage de la modernité: interactivité, spectacle multimédia, scénographie étonnante... mais surtout des thèmes plus diversifiés, propres à attirer une nouvelle clientèle.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN

Conserver, interpréter, exposer: les musées ont la lourde tâche de rendre l'histoire accessible au public. « Aux publics, rectifie Nicole Vallières, directrice du Musée McCord. Un musée sans visiteurs, ce n'est pas un musée, c'est une réserve. Chaque fois que nous imaginons une exposition, nous devons nous demander qui nous souhaitons toucher. Il n'y a pas un public, mais des publics, celui qui vient régulièrement, les touristes, ceux qui ne sont pas encore venus, les groupes scolaires aussi, les aînés: il faut toujours garder en tête qui est la clientèle-cible de nos différentes actions. »

Cette préoccupation oblige les conservateurs à faire preuve de vision. Parce qu'une expo, ça ne se monte pas en claquant des doigts. Il y a d'abord une idée, qui doit être mûrie, réfléchie, débattue en comité, validée, et alors seulement commence le travail de réalisation: scénographie, rédaction, traduction, vérification, impression, graphisme, design, éclairage, son... bref, il peut s'écouler de trois à cinq ans.

« Les gens pensent souvent qu'il s'agit d'accrocher des tableaux, s'amuse André Delisle, directeur du Château Ramezay. L'histoire n'est pas figée. Il y a de nouvelles découvertes, de nouvelles analyses. C'est une science qui s'ouvre sur d'autres disciplines également. Il ne faut pas avoir peur d'innover. Quand nous avons fait la démarche de recréer le jardin du gouverneur il y a quinze ans, j'admets que c'était un pari un peu fou. Alors qu'aujourd'hui les potagers historiques sont devenus populaires et les gens redécouvrent avec joie les légumes oubliés. Nous, ça nous a permis de proposer plusieurs expositions autour des traditions alimentaires au Québec,



Créer une exposition nécessite plus que d'accrocher un tableau sur un mur. L'idée doit être réfléchie, mûrie, et il peut s'écouler de trois à cinq ans avant que l'exposition ne voie le jour.

depuis les échanges amérindiens jusqu'à aujourd'hui, en passant par le XVIII^e siècle, qui reste notre spécificité.»

Hier et après

Car, si le but est de faire venir le plus de visiteurs possible dans ses galeries, il ne faut toutefois pas s'éloigner de sa mission et de sa particularité. « Chez nous, ce sont bien évidemment les vestiges archéologiques, souligne Francine Lelièvre, directrice du musée Pointe-à-Callière. Nous sommes installés à l'endroit même où les premiers colons ont posé le pied sur l'île. Notre salle en sous-sol est jonchée de fondations. On se doit de les mettre en valeur, de les faire parler, dans la perspective de faire comprendre l'histoire de Montréal à nos visiteurs. »

Le Musée McCord insiste pour sa part sur

l'ancrage dans la réalité quotidienne. « Une exposition, ce n'est pas gratuit intellectuellement, insiste Nicole Vallières. Elle doit susciter le questionnement, car c'est la base de la démarche historique. Elle doit faire écho aux préoccupations contemporaines. Parce que nous faisons tous déjà partie de l'histoire. »

Un souci partagé par Francine Lelièvre, pour qui il est fondamental de créer des liens entre la société d'accueil et les Montréalais d'aujourd'hui. « Quand nous proposons une exposition sur la Grèce antique, par exemple, nous essayons de faire connaître la civilisation d'une des communautés importantes de la métropole à tous les Montréalais, explique-t-elle. En retour, on essaie d'amener les néo-Québécois au musée, pour qu'ils découvrent l'histoire du territoire sur lequel ils vivent. »

Interaction

Faire venir de nouveaux visiteurs dans leurs galeries, tel est donc l'objectif commun de ces trois directeurs. Mais, plus encore, les faire revenir. Au Château Ramezay, on a misé sur l'aspect ludique et familial. « C'est une tendance forte dans tous les musées du monde, alors les parents qui voyagent s'attendent à trouver ça, assure André Delisle. Il y a des visiteurs qui lisent tous les panneaux, du premier au dernier mot, d'autres qui préfèrent plus d'interaction, des audio-guides, voire des brochures. Il faut répondre à tous ces besoins. Et, pour les enfants, nous avons par exemple le jardin en accès libre. En ce moment, ils peuvent y voir l'exposition Espèce de courges. Il y a des jeux, des énigmes, bref, de quoi apprendre en s'amusant. »

L'interactivité, un maître-mot également du côté du Musée McCord. « Le public local, on veut qu'il ne visite pas le musée, mais qu'il le fréquente, précise Nicole Vallières. On tente d'établir une relation à long terme, une relation de plus en plus bidirectionnelle. Avec les nouvelles technologies, nous avons facilement et rapidement les commentaires des visiteurs, ce qu'ils ressentent à tel ou tel moment de l'exposition. C'est essentiel pour nous, parce que ça nous permet d'en savoir davantage sur eux. Mais nous développons aussi d'autres outils, comme notre site Internet, pour toucher une clientèle qui n'est pas forcément celle qui vient au musée. Nous avons 100 000 visiteurs par an à McCord, mais, dans le Web, ce sont deux millions de visites par an! »

Le Château Ramezay est passé de 20 000 à 50 000 visiteurs en l'espace de dix ans. Quant à Pointe-à-Callière, avec ses 380 000 visites annuelles, il est le musée d'histoire le plus fréquenté de la métropole. « Les Montréalais nous ont adoptés et nous sont fidèles, remarque Francine Lelièvre. Nous sommes chanceux. Mais j'ose aussi croire que c'est dû à la qualité de ce que nous produisons, à notre souci permanent de diversité, à notre capacité d'aller chercher des œuvres qui sont souvent des premières mondiales ou au moins nord-américaines ou canadiennes, et puis aussi au créneau que nous avons développé dans l'organisation d'activités culturelles et urbaines. »

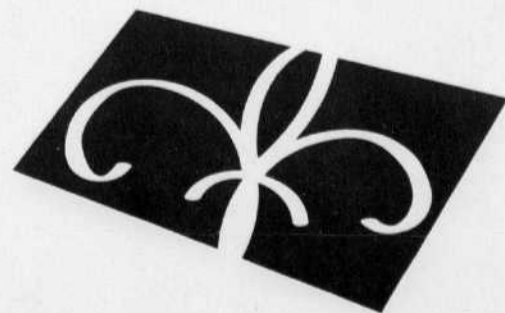
« On innove, résume Nicole Vallières. Parfois, on fait des erreurs, mais ça nous permet de nous questionner. Et finalement, le but, c'est d'arriver à convaincre les publics que l'histoire, ce n'est pas toujours plate! »

Collaboratrice du Devoir

Savoir d'où l'on vient pour savoir où l'on va!

Le MNQ et ses Sociétés affiliées appuient la Coalition pour la promotion de l'enseignement de l'histoire

Société nationale des Québécoises et des Québécois d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec
Société nationale des Québécois de l'Amiante
Société nationale des Québécois et des Québécoises de la Capitale
Société Saint-Jean-Baptiste du Centre-du-Québec
Société nationale des Québécoises et des Québécois de Chaudière-Appalaches
Société nationale des Québécois de la Côte-Nord
Société nationale de l'Est du Québec
Société nationale des Québécoises et Québécois de l'Estrie
Société nationale Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Société nationale des Québécoises et Québécois des Hautes-Rivières
Société nationale des Québécoises et Québécois de Lanaudière
Société nationale des Québécoises et Québécois des Laurentides
Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal
Société nationale des Québécois et des Québécoises de l'Outaouais
Société nationale des Québécois de Richelieu-Saint-Laurent
Société Saint-Jean-Baptiste de Richelieu-Yamaska
Société nationale des Québécoises et des Québécois du Saguenay-Lac-Saint-Jean
Société nationale des Québécois du Suroît



Mouvement national
des Québécoises
et Québécois

mnq.qc.ca

HISTOIRE

Traditions populaires

Deux hommes sur les traces de la parole et des objets du Québec

Marius Barbeau et Robert-Lionel Séguin ont été des pionniers

L'un, Marius Barbeau, a parcouru le pays en quête de ses gens de paroles; il a récolté tout un trésor de mots façonnant contes et chansons des gens d'ici. L'autre, Robert-Lionel Séguin, s'est promené un peu partout au Québec à la recherche de milliers d'archives et d'objets de la vie quotidienne de nos ancêtres; il témoigne du Québec d'autrefois à travers cette collection ainsi recueillie.

RÉGINALD HARVEY

«Marius Barbeau a d'abord exploré le grand terrain des autochtones, dont celui des Hurons-Wendat; il s'est beaucoup promené dans ce but», rapporte d'entrée de jeu Jean Du Berger, ethnologue et professeur à la retraite de l'Université Laval.

Barbeau travaille alors à la Commission de géologie, à Ottawa. Il fait une rencontre déterminante qui donnera un deuxième souffle à sa carrière en 1914, au moment où il est âgé de 31 ans: lors d'une réunion de l'American Folklore Society, il croise Franz Boas, connu comme le père fondateur de l'anthropologie américaine.

Ce dernier l'interpelle: «Avez-vous encore des contes français au Québec? Je vous pose cette question parce que, du côté des États-Unis, tous les anthropologues trouvent de tels contes dans les tribus des Sioux, et on sait que ceux-ci viennent de chez vous», rapporte M. Du Berger. Il n'en fallait pas plus pour que Barbeau se tourne du côté du village huron de Wendake, près de Québec, où la famille Sioui l'amène à découvrir de «beaux grands contes français», tout en lui passant ce message: «Nous sommes ici de bons conteurs, mais les meilleurs, vous allez les rencontrer de l'autre côté du Cap-Tourmente, dans Charlevoix.» Voilà de quelle façon a commencé l'histoire de ce pionnier des traditions orales québécoises.

Le pays de la parole

Il découvre dans cette région

de Charlevoix des personnages comme «Louis l'aveugle Simard» et bien d'autres, qui lui révèlent toute la richesse de la tradition orale. Il continue de travailler officiellement auprès des Amérindiens, mais il profite de ses vacances pour se rendre en Gaspésie et ailleurs, où il va de découverte en découverte: «Il a recueilli des centaines de chansons et de contes. Les gens ne savent pas que, dans les archives de folklore de l'Université Laval, où j'ai fait carrière, il y a assez de matériel sonore pour meubler trente ans de vie; impossible de l'écouter au complet, et c'est un très grand fonds de recherche.» La deuxième carrière de Marius Barbeau a pris son envol.

En 1937, il rencontre Luc Lacourcière et invite ce dernier à le regarder travailler pour lui enseigner les rudiments de son métier. Ultérieurement, Lacourcière effectuera des travaux plus en profondeur dans Charlevoix, ailleurs au Québec et jusqu'en Acadie, d'où il rapportera d'autres éléments fort intéressants: «Il faut se rendre compte que, dans le Québec de ce temps-là, celui des années 1940, il existe une sorte de grande peur de perdre notre identité. Une des premières intentions de cette prise de conscience de la parole relevait d'une quête identitaire. Lacourcière va même élargir cela à une connaissance du folklore universel. Pour lui, un conte du Québec est une porte ouverte vers la tradition du monde», relate Jean Du Berger, qui ajoute cette remarque personnelle: «Par nos contes, toutes les cultures se ren-

contrent. Il y a un lien profond, qui est celui de l'esprit humain.» Plus tard, Barbeau deviendra en quelque sorte le gourou de Lacourcière.

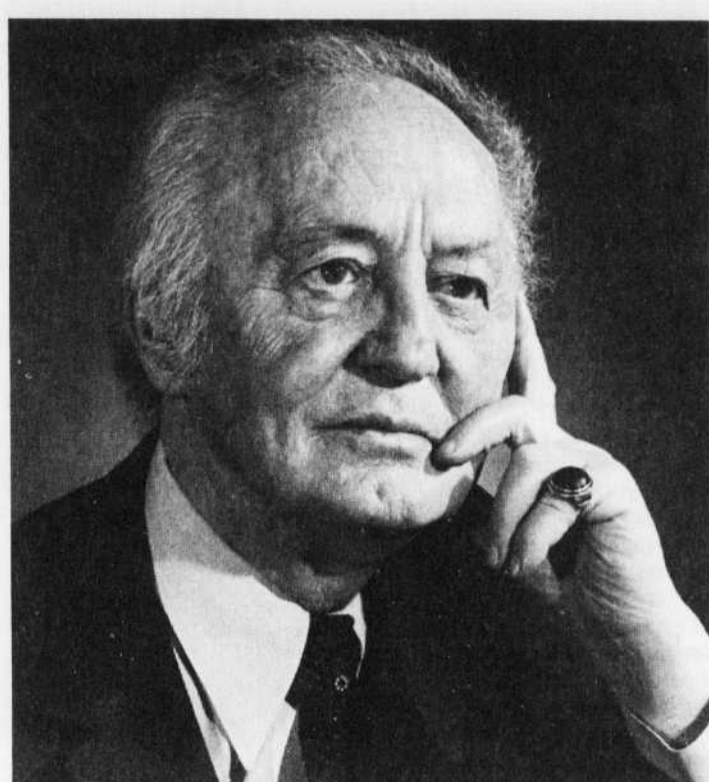
L'allumeur de ces temps-là

Barbeau s'est livré à une synthèse de l'activité artistique de son temps dans les différentes formes qu'elle prenait: «C'était une sorte d'hyperactif qui allait de tous les côtés, qui s'emballait pour les choses. C'était un éveillé. Quand on regarde maintenant notre société, il y a tellement de personnes qui n'éveillent plus, qui endorment et qui tuent... Lui, c'était un de ces hommes, un peu comme le grand Louis Harvey de l'Isle-aux-Coudres, dont Pierre Perrault disait: «C'est lui qu'il ne faut pas croire mais entendre, ce faiseur de mots qui est aussi chanteur d'église. Un homme à brûlé-pourpoint! Evident! Instantané! Il surgit en paroles, comme arbre en branches. Il marche dans l'homme en parlant, en parabolisant, "interbolisant", affabulant, discourant et gesticulant. Et il se croit immortel. Allons-nous le mettre en oubli?»

Séguin, le collectionneur

Paul-Louis Martin, ethnologue et historien, a fait carrière à l'Université Laval et à l'Université du Québec à Trois-Rivières, où il a assuré en quelque sorte la succession de Robert-Lionel Séguin dans l'enseignement de la culture matérielle. Il situe l'ensemble de l'œuvre: «C'est vraiment le pionnier de la culture populaire, de l'histoire du peuple et de celle des masses anonymes. Il a écrit sur les activités, les métiers, les comportements, la sorcellerie, l'injure, le costume, etc.; il n'y a donc pas que le volet de la culture matérielle. Voilà pour le chapeau général.»

Il aborde un autre aspect de son travail: «Il y a toute la partie révolutionnaire sur les activités au moment de la rébellion des Pa-



L'anthropologue Marius Barbeau

ARCHIVES LE DEVOIR

tristes. Je dirais qu'il s'agit de son côté patriotique. Bref, il est évident que Séguin s'est penché sur la pensée révolutionnaire de la population en général. Ce volet spécifique de son travail est probablement lié à sa région d'appartenance, qui est celle de Rigaud, Vaudreuil et les alentours.»

L'homme, les objets et la méthode

De façon plus générale, Séguin s'est intéressé à la culture matérielle: «C'est très rural, jusqu'à un certain point, parce que la réalité de la vie matérielle des temps passés est à dominance plus rurale qu'urbaine. Sur ce plan, la liste est longue et il y a à peu près de tout: ça va des ustensiles à la maison, à l'équipement de la ferme, aux instruments agricoles, en passant par les costumes civils et les jouets anciens.» Il formule cet-

te remarque au sujet d'un aussi large inventaire: «Quand on est un pionnier, on va dans toutes les directions, parce que personne n'y est allé avant soi.» Toute cette information figure dans sa grosse brigue de quelque 700 pages publiée chez Fides et intitulée *La Civilisation traditionnelle aux XVII^e et XVIII^e siècles: C'est une bible sur la culture matérielle.*

Séguin utilise essentiellement les fiches pour compiler toute sa documentation: «C'est le reflet de certaines méthodes de l'époque et cela montre à la fois les limites de cette façon de faire elle-même. Il s'agit tout de même d'une œuvre considérable et utile mais, jusqu'à un certain point, complètement dépassée parce qu'il s'agit d'un traitement primaire de la culture matérielle, en ce sens qu'il s'agit d'abord d'un travail d'archiviste de celle-ci», estime M. Martin.

Il fournit ces explications: «Contrairement à bien d'autres avant lui, il a fréquenté les fonds d'archives depuis les tout débuts du régime français. Il a dépouillé les greffes notariés et c'est un spécialiste des archives notariales; ça désigne les inventaires de biens après décès, les contrats de vente et d'achat, de même que les engagements de toute nature. De la sorte, on retrouve, dans La Civilisation traditionnelle, plein de listes et d'énumérations des différents aspects de la culture traditionnelle, avec la référence évidemment, mais aucune de ces pièces-là n'est mise en contexte; c'est un vaste inventaire et c'est une approche primaire.» Il s'agit de la première étape de compilation de la culture matérielle.

Des milliers d'objets

En ratissant le Québec, Robert-Lionel Séguin a ramassé au bas mot quelque 25 000 objets, qu'il a entreposés chez lui à Rigaud: «Il avait fait construire deux ou trois bâtiments pour abriter ses collections», rapporte le professeur qui la quelquefois accompagné dans ses tournées. «C'était d'abord un collectionneur.» Les ethnologues et les historiens qui ont suivi ont développé une toute autre approche et se préoccupent davantage d'analyser des contextes que de cumuler des séries.

Paul-Louis Martin dégage les mérites de cet homme, au-delà des failles propres à son époque: «C'était un pionnier et un éveillé. Il éveillait les gens à la richesse avec ses expositions sur les jouets ou les costumes; il se trouve quand même une richesse de nature formelle et technique dans ses collections, sauf que, comme celles-ci sont complexes à remettre en contexte, on peut difficilement aller plus loin que Séguin s'est rendu avec le type de documentation qu'il a accumulée.»

Collaborateur du Devoir

L'histoire d'Historia

L'autre « petite » vie

« Il y a malheureusement peu d'intérêt pour l'histoire de la Nouvelle-France »

Le canal Historia aura bientôt dix ans. Le 30 janvier 2000, la seule chaîne francophone spécialisée en histoire au Québec a commencé à émettre, sous l'étiquette Astral Média. Petite histoire d'Historia.

CATHERINE LALONDE

Fictions, documentaires, magazines, productions canadiennes ou acquisitions, Historia traite de l'histoire sous toutes ses formes. Mais, souligne le vice-président programmation, Fabrice Brasier, «on privilégie maintenant l'histoire récente, celle des cinquante dernières années, et on la traite beaucoup par l'histoire sociale. L'expérience a montré que, en couvrant trop large, on perd l'intérêt.» Car, si Historia fait de la vulgarisation scientifique, elle est, comme toutes les chaînes, soucieuse de popularité. «Il faut que ça demeure grand public. Les cotes d'écoute au fil des années n'ont cessé d'augmenter.»

Histoire populaire

Deux millions de téléspectateurs s'attardent désormais sur Historia au moins quinze minutes par semaine, dont 50 % de femmes, alors que les chaînes historiques attirent de prime abord un cœur de cible masculin.

Le contenu, pour garder tout ce beau monde, est le nerf de la guerre. «Il y a malheureusement peu d'intérêt pour l'histoire de la Nouvelle-France», déplore M. Brasier. L'histoire purement

politique marche moins, mais ça ne m'empêche pas d'en faire.»

Comme le Québec n'a pas les moyens de s'offrir les reconstitutions avec comédiens qui pimenteraient le contenu, la «vieille» histoire garde sa place grâce aux acquisitions faites auprès de BBC, A&E TV et History Channel. «Ils peuvent traiter de la Rome, de l'Amérique précolombienne ou des guerres avec des reconstitutions historiques et des images de synthèse. C'est presque de la fiction mais avec les faits historiques vérifiés.»

Les fictions et l'histoire sociale remportent assurément la palme du public. «On cherche les sujets rassembleurs. Au Québec, le fait que notre histoire est si courte nous oblige à faire preuve d'imagination, à explorer tous les pans de notre histoire: sociaux, économiques, politiques.» Parmi les grands succès, Fabrice Brasier nomme *L'Histoire de la folie*, *Les Saltimbanques du ring*, sur l'histoire de la lutte, *Champion/Coup sûr*, sur le baseball, et *Motel, No Vacancy*, sur le tourisme. Cet hiver, on pourra voir *Les Rois de la patate*, sur les cabanes à frites. «Ces documentaires, à leur façon, approfondissent l'histoire du Québec. On est les seuls à les faire. Dans 50 ans, il sera trop tard. On contribue à construire un fonds patrimonial de toute l'histoire, qu'elle soit plus ou moins sérieuse.»

J'ai la mémoire qui tourne

Succès-surprise d'Historia cette année, *J'ai la mémoire qui tourne* déterre les vieux films de famille et offre un retour nostalgique sur les façons de vivre. Pour le producteur et réalisa-

teur des Productions de la ruelle, Éric Ruel, *J'ai la mémoire qui tourne* «est au-delà d'une émission: c'est une mission. Partager et mettre en valeur de façon intelligente ces images riches de petite histoire. On a entre les mains des centaines d'heures de films que l'ONF n'a pas, que Radio-Canada n'a plus. On sauve un patrimoine extraordinaire. Les images qu'on avait de notre passé venaient de documentaires scénarisés: le film de famille offre le point de vue intime. L'Église n'est pas au-dessus de l'épaule de celui qui filme. Personne ne prend un accent français [devant la caméra]. C'est la vraie vie. Les archives étaient souvent organisées. Dans le film de famille, c'est l'émotion du moment qui déclenche le besoin de filmer.»

Et des personnalités publiques de tous horizons, telles Ron Fournier, Michel Barrette, Liza Frulla, Janette Bertrand ou Mahée Paiement, commentent. «L'idée était de trouver les membres les plus reconnaissables de notre grande famille, comme si on visionnait par eux. On présente l'émission du point de vue familial, de la transmission bouche à oreille.» Et la voix hors-champ de Marcel Sabourin, grand-père mythique, assure la passation des informations essentielles. En plus des quatre émissions déjà en rediffusion et des huit épisodes en préparation, *J'ai la mémoire qui tourne* comporte un volet Web. «On a plus de 3000 films sur le site.» Et le public continue à contribuer. De ce catalogue qui vise les 10 000 bobines, les Productions de la ruelle ont repiqué

des images autour de thèmes précis. Cinquante-six webépisodes en découlent, sur les bikinis, la cigarette, les scouts ou Maurice Richard. «La beauté du Web, poursuit Ruel, c'est qu'on s'adresse à une nouvelle génération avec ces souvenirs-là. Les grand-parents mentionnent le site à leurs petits-enfants. On va peut-être mettre un passé dans la tête des jeunes et les rendre plus fiers de qui ils sont.»

Les «maudits» vieux films

Le financement de ce succès a pourtant été ardu. «On a tous le préjugé — mon père m'a assez écaillé à Noël avec les mêmes maudits vieux films de vacances où il faisait toujours la même blague à la même place — mais on a trouvé des gens passionnés chez Historia et au Fonds Bell qui ont cru au projet.»

J'ai la mémoire qui tourne a touché de 180 000 à 200 000 téléspectateurs lors de sa première diffusion. «Et le site Internet dépasse de beaucoup les objectifs, selon les Productions de la ruelle. On souhaite qu'un organisme ait envie de participer à cette conservation et décide de mettre les films dans ses voûtes. On parle de milliers de bobines, c'est énorme. On espère que la Cinémathèque, l'ONF, un musée ou une bibliothèque pourra nous donner un coup de main pour assurer leur survie.» En attendant, le public peut continuer à envoyer ses vieux films à <http://jailamemoirequitourne.historiatv.com>.

Collaboratrice du Devoir

APHCQ
Association des professeurs et des professeures d'histoire des collèges du Québec

Représente l'Histoire dans plus de 40 établissements

- Cégep de Sainte-Joy
- Gérald-Godin
- Cégep de l'Outaouais
- Collège Ahuntsic
- Jean-de-Brébeuf
- Cégep de Sept-Îles
- Montmorency
- Cégep Édouard-Montpetit
- Cégep de Sherbrooke
- Limoilou
- Cégep de Jonquière
- Dawson
- Cégep du Vieux-Montréal
- CÉGEP DE GRANBY